

ROSA news

Le forum en ligne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et le développement rural



2015

Année européenne

pour le développement

Ce numéro 49 s'articule autour d'un article consacré à la Conférence sur le Financement du Développement. Organisée en Juillet à Addis Ababa en Ethiopie, elle s'insère dans le cadre d'un processus international de négociations d'importance primordiale, préparant un nouvel agenda de développement pour la période courant jusqu'en 2030. L'UE joue un rôle clé dans ces négociations. Les *Dernières Nouvelles de la Commission* proposent différents résumés et renvois vers des publications récentes consacrées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'aquaculture et la pêche, la gouvernance rurale et foncière, la recherche et l'innovation. Le tout est complété par l'actualité des événements et conférences récents et à venir ainsi que la présentation de nouvelles ressources pertinentes.

2015 est l'**Année Européenne pour le Développement**, dont chaque mois est consacré plus particulièrement à une thématique de l'action européenne pour le développement international. Le mois d'Août est celui de **l'aide humanitaire** et Septembre celui de **la démographie et des migrations**. Le mois d'Octobre, mois de la sécurité alimentaire, sera celui de notre action, au cours duquel de nombreux événements seront organisés et des ressources en ligne telles que vidéos, récits

et études de cas seront régulièrement publiées. Le prochain numéro de ROSA News, à paraître en Octobre, se concentrera sur ce mois particulier. Pour des informations plus détaillées sur l'Année Européenne pour le Développement, nous vous invitons à consulter son [site internet](#). Vous pourrez suivre les actualités et les événements du *mois de la sécurité alimentaire*, sur le réseau ROSA. Pour plus d'information, vous pouvez déjà consulter la section *Prochains Evénements* du présent numéro, en page XX, qui présente les dates à ne pas manquer.

Rosa News est une publication du réseau ROSA de Capacity4Dev. Pour la recevoir, rejoignez le réseau ROSA en suivant le lien au bas de cette page. Depuis Juillet 2015, ROSA est devenu *le* réseau en ligne dédié à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et le développement rural.

Cette Newsletter est produite par Sarah Cummings et Paolo Sarfatti de l'*Integrated Support Service-Food and Nutrition Security and Sustainable Agriculture* (ISS-FAN SSA – Email : EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu). N'hésitez pas à laisser vos commentaires au groupe ROSA sur Capacity4dev ou à l'équipe ISS-FANSSA par e-mail.

Bonne lecture !

DANS CE NUMERO

02

Actualités sur les événements en cours

Le financement du développement et l'Agenda d'Action d'Addis Ababa.

06

Dernières nouvelles de la commission

Publications récentes sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture.

08

Evénements récents

09

Prochains événements

Mois de la Sécurité Alimentaire, Année Européenne du Développement.

10

Nouvelles ressources en ligne

11

Ressources externes et blogs

Pour vous abonner à cette newsletter, inscrivez-vous sur Capacity4Dev et rejoignez le groupe ROSA sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable.

Le financement *du développement et*

l'Agenda d'Action d'Addis Ababa



Assemblée plénière de clôture.
Photo: UNDESA / Shari Nijman / Flickr



La troisième Conférence Internationale sur le Financement du Développement s'est déroulée du 13 au 16 Juillet 2015 à Addis Ababa en Ethiopie. Elle a réuni d'éminentes personnalités politiques, dont des chefs d'Etat et de Gouvernement, Ministres des Finances, des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, ainsi que de nombreux acteurs tant institutionnels que non-gouvernementaux ou issus du secteur privé.

L'UE était représentée à cette occasion par une importante délégation menée par le Commissaire à la Coopération Internationale et au Développement, Neven Mimica. L'UE a joué un rôle important dans les négociations autour de l'Agenda d'Action. En tant que plus gros bailleur mondial, marché le plus ouvert aux exportations des pays en développement et pionnier du recours à des instruments de financement innovants, l'UE a eu l'opportunité de promouvoir ces réalisations. Elle y a défendu une position reflétant la vision exprimée par l'Union et

ses Etats membres dans les **Conclusions du Conseil de Mai 2015** sur un partenariat mondial pour l'après-2015.

La Conférence avait pour objectif de parvenir à un accord sur les outils de mise en œuvre, financiers ou non, sur lesquels s'appuiera l'agenda de développement de l'après-2015 et notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le succès de la conférence d'Addis en fait un maillon essentiel du processus de négociations internationales en cours cette année, dont notamment le Sommet de l'ONU pour l'adoption du programme de développement de l'après-2015 prévu à New York en Septembre. Depuis la clôture de la conférence d'Addis Ababa, la version préparatoire du document pour l'après-2015 - **Transformer Notre Monde : Programme pour un Développement Durable à l'Horizon 2030** - qui sera étudié à New York a été rendue publique. La réussite des rencontres d'Addis Ababa et New York devrait créer un contexte favorable pour la Conférence sur



Table ronde de la conférence sur le financement du développement. Photo: UNECA / Flickr



Photo: Vlada Republike Hrvatske / Flickr

Réaction du Commissaire Européen à la Coopération Internationale et au Développement, Neven Mimica, à la conclusion de l'Agenda d'Action d'Addis Ababa, 16 Juillet 2015

« Je salue cet accord, qui instaure de solides bases sur lesquelles s'appuieront les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui seront adoptés en Septembre à New York ainsi que l'accord sur le climat à Paris en Décembre. Je me réjouis que nous soyons parvenus ensemble à adopter une vision ambitieuse. Elle reflète l'évolution du monde dans lequel nous vivons et intègre l'ensemble de ce que nous appelons « les moyens de mise en œuvre » : les outils, les politiques et les ressources indispensables pour la mise en œuvre future de l'Agenda. L'accord d'aujourd'hui reconnaît que le succès passera par la mobilisation de l'ensemble des acteurs et des ressources. »

le Climat prévue à Paris à la fin de l'année.

La Conférence sur le Financement du Développement a permis d'adopter l'**Agenda d'Action d'Addis Ababa**, qui instaure un cadre mondial pour le financement du développement durable en alignant les flux financiers et les politiques sur les priorités économiques, sociales et environnementales. Il conforte ainsi le **Consensus de Monterrey de 2002** et la **Déclaration de Doha de 2008**. L'Agenda d'Action propose aussi un ensemble diversifié de politiques, associées à plus de cent mesures concrètes pour mobiliser toutes les sources de financement, la technologie, l'innovation, le commerce et l'utilisation des données afin de permettre la réorientation à l'échelle mondiale vers le développement durable et les ODD.

Dans le cadre de l'Agenda d'Action d'Addis Ababa, les gouvernements s'engagent à œuvrer pour :

- Un nouveau pacte social assurant à tous un accès à la protection sociale et aux services de base
- Un forum mondial sur les infrastructures afin de remédier aux retards et déficits dans ce domaine
- Un package d'aide pour les Pays les Moins Avancés
- Un Mécanisme d'Encouragement à la Technologie pour favoriser l'atteinte des ODD.
- Une coopération fiscale renforcée afin

de faciliter la collecte de ressources au niveau national

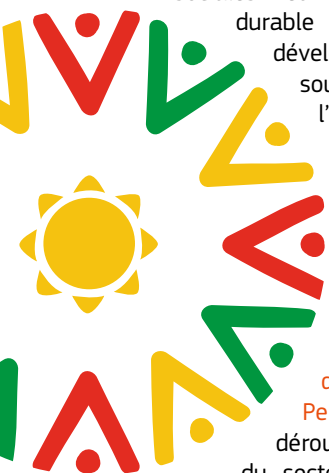
- à la promotion de l'émancipation des femmes à travers le financement du développement

L'importance d'un appui financier international est indéniable. L'Aide Publique au Développement (APD) demeure cruciale, en particulier pour les pays les plus en difficulté. L'UE a mis en valeur sa position de premier bailleur mondial et réaffirmé son engagement de respecter l'objectif défini par l'ONU en termes d'APD, soit 0,7 % du Produit Intérieur Brut (PIB) sur la période couverte par le programme pour l'après-2015. L'Union s'attachera également à atteindre l'objectif d'un ratio APD/PIB de 0,15-0,20 % pour les Pays les Moins Avancés à court terme, et à atteindre le seuil supérieur de 0,20 % dans les délais fixés par le programme pour l'après-2015. Ces engagements ont été explicitement salués par l'Agenda d'Action.

Cependant, l'Aide n'est pas suffisante à elle seule. L'Agenda d'Action intègre toutes les sources de financement : publiques et privées, nationales et internationales. Dans le sillage du Consensus de Monterey, il reconnaît que les enjeux du financement ne se résument pas à des flux financiers : ils dépendent aussi des politiques publiques



et de leur capacité à faire émerger un environnement propice au niveau national et international. Allant au-delà de Monterrey, l'Agenda reconnaît pleinement l'importance de l'environnement juridique et politique pour traiter les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable et l'universalisation du programme de développement pour l'après-2015. L'Agenda soutient la mise en œuvre des ODD, dont l'éradication de la pauvreté et la recherche d'une croissance inclusive, équitable et durable.



L'UE a également participé à ou organisé différentes manifestations parallèles à la conférence d'Addis. Un événement conjoint UE-Union Africaine, intitulé **Catalyser l'Engagement et les Ressources du Secteur Privé pour le Développement : Perspectives Européennes et Africaines**, s'est déroulé le 15 Juillet. Axé sur l'engagement du secteur privé, il a permis de présenter les expériences actuelles de mixage prêt-don (blending), notamment de nouvelles initiatives européennes telles qu'AgriFI et ElectriFI qui mobiliseront des ressources privées respectivement pour le secteur agricole et énergétique en Afrique.



Un exemple de la contribution de l'UE à l'agenda de financement de l'après-2015

De façon globale, l'Aide Publique au Développement (APD) de l'UE a totalisé 58 milliards d'euros en 2014, faisant de l'UE – de loin – le premier donateur au monde, finançant plus de 50 % de l'aide recensée par l'OCDE. Fidèle à ce rôle, l'UE s'est engagée à atteindre dans le cadre du programme pour l'après-2015 l'objectif des 0,7 % du PIB préconisé par l'ONU, avec un effort spécifique en direction des Pays les Moins Avancés.

L'UE s'estime à même de mobiliser 100 milliards d'euros en articulant des financements publics et privés d'ici 2020. Des investissements européens jusqu'à 8 milliards d'euros devraient générer plus de 40 milliards issus des institutions de financement publiques, qui à leur tour permettront de mobiliser un total de plus de 100 milliards d'euros avec la contribution des sources privées d'ici 2020.

La valeur estimée annuelle minimum des exportations des Pays les Moins Développés vers l'UE est de 35 milliards d'euros.

En haut : Mobiliser l'appui international et les ressources nationales. Photo: UNECA/Flickr
En bas : Helen Hai et Arancha. Photo: Pettrik Wiggers / Flickr



Quelles implications pour la sécurité alimentaire et l'agriculture?

La conférence est d'une importance particulière pour la sécurité alimentaire et l'agriculture, qui figurent en bonne place dans l'Agenda d'Action. Le paragraphe qui y est consacré (paragraphe 13) affiche l'ambition de changer l'échelle des efforts de lutte contre la faim et la malnutrition, faisant écho à l'ODD 2 axé sur la sécurité alimentaire, la malnutrition, l'agriculture durable et les systèmes alimentaires. **Le Paragraphe 13** affirme ainsi :

« Il est inacceptable que près de 800 millions de personnes souffrent de sous-nutrition chronique et n'aient pas accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive ».

Il insiste sur l'importance de revitaliser le secteur agricole, de promouvoir le développement rural et de garantir la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement, dans l'optique où de telles actions permettront d'obtenir des avancées significatives pour l'ensemble des ODD. Le paragraphe 13 considère également que la lutte contre la faim et la malnutrition devra conjuguer des investissements tant publics que privés, et saluer le travail des agences de Rome. Les **Paragraphe 63** et **64** sont consacrés aux ressources naturelles et mettent l'accent sur les écosystèmes et la gestion durable des ressources terrestres et halieutiques. Enfin, le Paragraphe 108 propose différentes mesures pour combattre la « volatilité excessive des prix des matières premières » alimentaires et agricoles, affectant la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Principales conférences au calendrier du développement international, 2015

13-16 Juillet : Troisième Conférence Internationale sur le Financement du Développement, Addis Ababa, Ethiopie →

25-27 Septembre : Sommet de l'ONU pour l'adoption du programme de développement de l'après-2015, New York, Etats-Unis →

30 Novembre-11 Décembre: Conférence de l'ONU sur le Climat (COP21), Paris, France →

Sources UE

Note d'Information de l'UE sur le Financement du Développement →

Un Nouveau Partenariat Mondial pour l'Eradication de la Pauvreté et le Développement Durable après 2015 - Conclusions du Conseil de l'UE →

Financer le développement durable à l'échelle mondiale après 2015 : illustrations des principales contributions de l'UE →

L'UE et la mixage prêt-don →

Autres sources

Site internet de la Conférence sur le Financement du Développement →

Briefing ONU sur l'Agenda d'Action d'Addis Ababa →

Agenda d'Action d'Addis Ababa →

Evènement conjoint UA-UE : Catalyser l'Engagement et les Ressources du Secteur Privé pour le Développement : Perspectives Européennes et Africaines →

Une approche fondée sur la sécurité alimentaire au cœur de l'Agenda d'Action d'Addis Ababa →

UN Conference in Ethiopia Calls for Global Finance Reform, New York Times, 16 Juillet 2015 →

Addis Ababa development finance summit: all you need to know, The Guardian, 13 July 2015 →

Groupe des Femmes sur le Financement du Développement : réaction au document final, 17 Juillet 2015 →

Photo: Shari Nijman / Flickr



Publications récentes sur la sécurité alimentaire, la nutrition *et* l'agriculture



Recherche & innovation

Publiée en Juin 2014, cette note d'information présente l'approche européenne de la recherche et de l'innovation dans le domaine de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Son objectif est de fournir une base à partir de laquelle construire le dialogue politique et la mobilisation des ressources, et guider les collaborateurs du Siège et des Délégations pour l'identification et la supervision d'initiatives de recherche et innovation. Un accent particulier est mis sur les modalités innovantes de mise en pratique de la recherche et de diffusion des résultats. La dernière ligne droite, à savoir la conversion des résultats de la recherche en facteurs d'impact sur les conditions de vie des populations pauvres, représente souvent le principal défi.

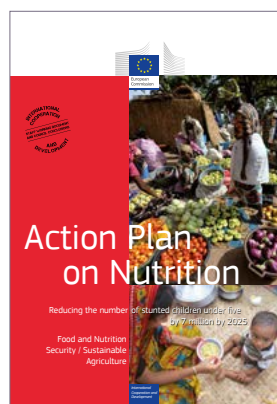
Note d'Information, 28pp. [↓](#)



Progrès de l'UE pour assurer sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le rapport **Concrétisation des engagements stratégiques de l'UE en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle: premier rapport bisannuel**, publié en Décembre 2014, présente les actions de l'UE et des Etats membres de mise en œuvre de la politique européenne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2012, l'UE et ses Etats membres ont collectivement consacré plus de 3,4 milliards d'euros à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans 115 pays. Une partie importante de cet appui a été dirigée vers les Etats sub-sahariens particulièrement sujets à l'insécurité alimentaire. Cette brochure synthétise les conclusions du rapport.

Brochure, 4pp. [↓](#)



Plan d'Action pour la Nutrition : comment réduire de 7 millions d'ici 2025 le nombre d'enfants souffrant de retards de croissance

Publié en 2015, ce Plan d'Action précise par quels moyens l'UE se propose d'atteindre son engagement de réduire d'au moins 10 % (7 millions) le nombre d'enfants souffrant de retards de croissance d'ici 2025. Il décrit les objectifs stratégiques en termes de gouvernance, de recherche et d'amplification des interventions, et analyse les leviers d'action dont dispose l'UE pour améliorer la nutrition au niveau national, régional et international en identifiant les éléments nécessaires à une contribution plus efficace et responsable à ce combat. Il souligne la nécessité d'une collaboration plus étroite avec les acteurs du développement et les pays partenaires. Des actions plus spécifiques sont définies pays par pays à travers les Programmes Indicatifs Nationaux pour la période 2014-2020.

Plan d'Action, 26pp. [↓](#)

Recent publications on food security, nutrition and sustainable agriculture



Appui de l'UE à la gouvernance foncière rurale, *état des lieux*

Publiée en 2014, cette fiche d'information propose un aperçu des contributions de l'UE à une gouvernance responsable des terres en milieu rural. Elle présente les engagements de l'UE et vise à faciliter la coordination de tous les acteurs au niveau mondial, continental et national. La sécurisation de la propriété foncière est un enjeu important du développement économique et de la stabilité sociale. Les régimes fonciers, les politiques de réforme foncière et les structures institutionnelles doivent être adaptés aux réalités économiques, politiques et environnementales. Dans le cas contraire, le risque est grand d'étouffer la croissance, surexploiter les ressources naturelles et attiser les conflits. A l'inverse, un système foncier perçu comme légitime, transparent et transmissible peut encourager l'investissement au niveau des exploitations agricoles, améliorer la productivité, la stabilité politique et sociale et la gestion des ressources. Les besoins en termes de gouvernance et de réformes foncières varient d'un pays à l'autre, et sont souvent exacerbés dans les états fragiles ou en période d'après-conflit. Pour encourager les investissements de la communauté des bailleurs, les politiques nationales doivent être claires, consensuelles et équitables. Là où ce n'est pas le cas, des approches pilotes et des processus de réconciliation sont recommandés pour ouvrir la voie aux évolutions désirables.

Etat des lieux, 8pp. [↓](#)



Pêcheries et aquaculture : Coopération européenne pour le développement, *état des lieux*

Cette publication, parue en Juillet 2015, donne un aperçu de l'appui européen au secteur de la pêche et de l'aquaculture. Elle se concentre sur les priorités de l'UE, montrant le niveau de son engagement à l'échelle mondiale, continentale, régionale et nationale. Depuis 2007, les politiques de développement de l'UE ont financé plus de 50 projets dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture. Les engagements sur la période 2007-2014 ont atteint 230 millions d'euros. Par ailleurs, d'autres initiatives axées sur le commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), le changement climatique et l'environnement marin ont eu une influence positive sur le secteur. La pêche et l'aquaculture apportent une contribution essentielle à la lutte contre la sous-nutrition et les carences alimentaires, le poisson contribuant au régime alimentaire de la population des pays en développement.

Etat des lieux, 12pp. [↓](#)





Fermier d'une communauté agricole.
Photo : Guy Stubbs / Bibliothèque CE

14-17 Juin 2015

Innovations en termes de pratiques agricoles adaptées aux évolutions climatiques accessibles aux petits producteurs

Organisé par l'INMED (INMED Partnerships for Children), le premier Symposium International Harvest the Future (Récolte l'avenir) s'est déroulé à Montego Bay en Jamaïque du 14 au 17 Juin 2015. Il a réuni plus de 120 représentants d'agences internationales multilatérales, organisations non gouvernementales, entreprises du secteur privé, institutions académiques, petits producteurs et autres, afin de débattre des enjeux urgents et interdépendants du changement climatique et de la sécurité alimentaire et de proposer des solutions à travers des pratiques agricoles adaptées à ces évolutions, telles que l'aquaponie. De nombreuses présentations et tables rondes ont été animées durant trois jours par des spécialistes afin de partager leurs connaissances et expertises de façon transversale et transfrontalière. Le Symposium a aussi été l'occasion d'une étude de terrain de systèmes aquaponiques intensifs en activité et de rencontres informelles propices au développement de partenariats. Tant les orateurs que le public ont voulu défendre une position optimiste face à la crise mondiale combinée à la croissance démographique.

→ ROSA

→ ROSA



Femmes triant et calibrant des piments, Malawi.
Photo : Bibliothèque CE

30-31 Juillet 2015

2e Conférence sur l'approche adaptative des écosystèmes africains au service de la sécurité alimentaire

La seconde Conférence sur l'approche adaptative des écosystèmes africains au service de la sécurité alimentaire (EBAFOSC 2) s'est déroulée le 30-31 Juillet au siège de l'UNEP (Programme de l'ONU pour l'environnement) à Nairobi, Kenya, avec pour thème : « Ré-imaginer la sécurité alimentaire en Afrique en maîtrisant des approches adaptatives fondées sur l'écosystème, actuellement et à l'avenir, dans le contexte du changement climatique ». Plus de 1200 délégués de gouvernements, d'instituts de recherche et d'études politiques, de la société civile, du secteur privé et d'organisations de jeunesse ont participé à l'évènement, animé par le Bureau Régional Africain de l'UNEP (UNEP/ROA) et ses organisations partenaires. L'EBAFOSC 2 a obtenu deux principaux résultats : l'Agenda d'Action de Nairobi pour une Approche Adaptative basée sur les Ecosystèmes Africains au Service de la Sécurité Alimentaire, et la constitution d'une nouvelle institution panafricaine, l'Assemblée pour une Approche Adaptative basée sur les Ecosystèmes Africains au Service de la Sécurité Alimentaire (EBAFOSA).

→ ROSA



Villageois lors d'une formation à la gestion financière, Botswana. Photo: Steve Johnson

25 Juin 2015

Forum de haut niveau du CFS sur l'accessibilité des marchés aux petits producteurs

Le Forum a réuni un large éventail de partenaires venues débattre des implications politiques, des défis et des leçons de l'expérience quant aux solutions permettant de garantir l'accessibilité des marchés aux petits producteurs de façon durable et profitable. Les participants ont ainsi pu partager et développer leur compréhension de ces solutions et des défis à surmonter, ainsi que de la contribution possible du CFS, notamment l'identification de recommandations générales sur les domaines d'action prioritaire permettant d'améliorer l'accès aux marchés des petits producteurs.

→ ROSA



Mois de la sécurité alimentaire, L'année européenne du développement

Durant le *mois de la sécurité alimentaire*, le mois d'Octobre de nombreux événements seront publiés, et du matériel interactif, vidéos, études de cas et récits seront publiés. Chaque semaine sera consacrée plus particulièrement à une thématique et zone géographique, concluant le mois par la semaine (du 26 au 30 Octobre) de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à l'Expo de Milan. Vous pourrez suivre les événements semaine après semaine sur ROSA.

12-15 Octobre 2015 – 42e Session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale : « Comment faire la différence en termes de sécurité alimentaire et de nutrition » →

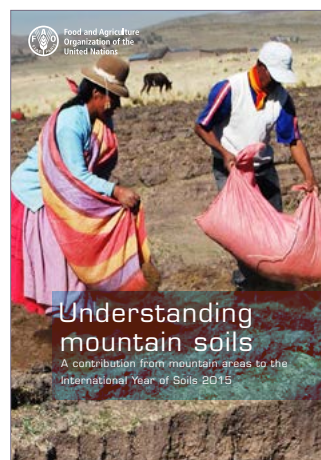
25-27 Septembre: Sommet de l'ONU pour l'adoption du programme de développement de l'après-2015, New York, Etats-Unis →

30 Novembre-11 Décembre: Conférence de l'ONU sur le Climat COP21, Paris, France →

Comprendre les sols de montagne : la contribution des régions montagneuses à l'Année Internationale des Sols en 2015 (FAO)

Cette publication, produite en Juillet 2015 par le FAO, le Partenariat pour le Montagne et autres partenaires afin de contribuer à l'Année Internationale des Sols, présente les principales caractéristiques des sols de montagne, leur valeur environnementale, économique et sociale, les traditions culturelles qui les entourent et les menaces actuelles. Les études de cas présentées couvrent les régions montagneuses d'Afghanistan, du Bangladesh, d'Amérique Centrale, d'Equateur, d'Europe, d'Inde, du Lesotho, du Népal, du Mexique, de Syrie, du Tadjikistan et du Vietnam. Des recommandations et leçons tirées de ces expériences sont proposées afin d'informer les communautés, les décideurs politiques, les experts en développement et les chercheurs qui soutiennent le développement durable de ces régions.

→ ROSA



Croissance agricole en Afrique de l'Ouest FAO, BAD, CEDEAO

Publiée en Juillet 2015, cette étude se penche sur les opportunités et défis rencontrés par le système agroalimentaire en Afrique de l'Ouest. Elle affirme que la région se trouve face à des possibilités de croissance agricole sans précédent, toutefois associées à de nouveaux défis qui complexifient l'élaboration des politiques. Les producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest bénéficient de marchés de plus en plus dynamiques grâce à la croissance démographique, l'urbanisation, l'augmentation des revenus, la diversification alimentaire et des prix de revente plus élevés.

→ ROSA

Au-delà des bonnes intentions : politiques agricoles dans la région CDAA (Oxfam)

Publiée en Août 2015, cette note d'information argumente qu'au-delà de la prise de conscience des défis rencontrés par les petits producteurs et en particulier les femmes, les décideurs politiques de la région CDAA (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe) doivent sans plus attendre dépasser la rhétorique et enclencher un agenda d'action afin de soutenir le développement de la région axé sur les petits producteurs. Il est urgent de définir des politiques innovantes afin de soutenir l'émergence d'un secteur prospère de petits producteurs, en particulier pour les femmes en milieu rural.

→ ROSA

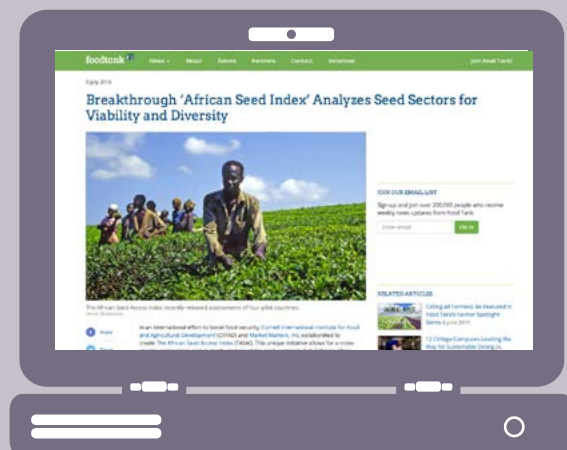
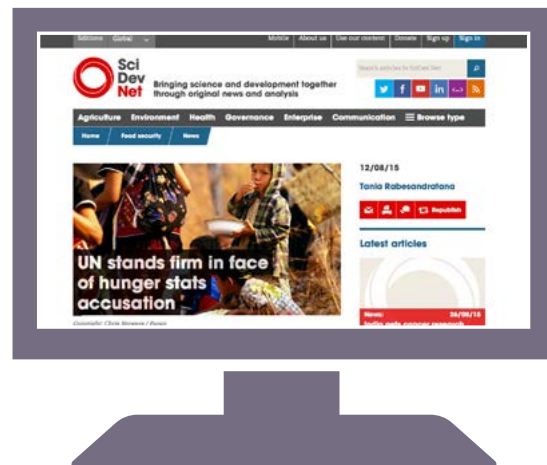


→ ROSA

L'ONU maintient sa position face aux accusations relatives aux statistiques sur la faim (SciDevNet)

Cet article, publié le 12 Août 2015, passe en revue les critiques académiques récentes sur les méthodes statistiques utilisées par le FAO pour évaluer la faim dans le monde. Thomas Pogge de l'Université de Yale considère que la nouvelle méthodologie dessine « une image bien trop optimiste des tendances », en sous-estimant massivement le nombre de personnes souffrant de sous-nutrition chronique. Il argumente également qu'un changement si conséquent de méthodologie, dans la 22e année d'une campagne de mesures de 25 ans, relève d'une mauvaise pratique avérée.

[Plus d'informations ici](#)



L'innovant « Indice des Semences pour l'Afrique » analyse différents groupes de semences selon leur viabilité et diversité.

Ce court article publié en Juillet 2015 donne un aperçu de l'indice TASAI (Indice des Semences pour l'Afrique) permettant une comparaison entre pays et une analyse en profondeur des groupes de semences en Afrique sub-saharienne.

[Plus d'informations ici](#)





© Union Européenne 2015

Publié par le Directorate Général de la Coopération
Internationale et Développement, septembre 2015

Le contenu de cette publication ne représente pas nécessairement
la position officielle ou l'opinion de la Commission Européenne. Ni la
Commission Européenne, ni aucune personne intervenant au nom
de la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui
pourra être fait des informations contenues dans cette publication.

Directorat Général de la Coopération Internationale et
Développement, 41 Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles

Réseau ROSA

<http://capacity4dev.ec.europa.eu/hunger-foodsecurity-nutrition/dashboard>

Pour plus d'informations sur ROSA news, merci d'envoyer votre
demande par mail à: EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu